

DÉCLARATION LIMINAIRE

CHSCTM du 28 novembre 2019

Madame la ministre,

Madame la secrétaire générale,

Mesdames, Messieurs,

Cela fait maintenant trois plénières que nous nous penchons sur la mise en place des instances.

Aujourd'hui, l'**Union FO Justice**, ne peut que saluer le renforcement des équipes dédiées à la SST au niveau des DRHAS (recrutement de référents SST, référents QVT et Handicap et de psychologues du travail).

Cependant, l'**Union FO Justice** déplore le mauvais fonctionnement de certaines instances notamment le CHSCTM. L'**Union FO Justice** s'insurge une nouvelle fois du refus catégorique de soumettre au vote lors de notre dernière plénière, l'avis sur le menottage de certains détenus ayant agressé des fonctionnaires de notre ministère.

En outre, l'**Union FO Justice** constate la « désertification » des présidents des CHSCT lors de la journée qui leur avait été consacrée, le 15 octobre 2019. Comment devrions-nous interpréter leur absence ? Cela traduirait-il un manque d'intérêt ?

Comment devrions-nous interpréter également ?

- **Le manque de moyens et de temps alloués aux assistants et conseillers de prévention** ; il ne faut pas s'étonner qu'un certain nombre d'entre eux démissionnent.

L'**Union FO Justice** renouvelle sa demande afin que les quotités minimales de temps de décharge soient fixées par le CHSCTM.

- **L'absence d'information et de statistiques sur les tentatives et les suicides de nos collègues** ; pourquoi ce silence ?
- **Le temps pris par l'administration pour effectuer l'actualisation de la circulaire relative à la responsabilité des chefs de service**, ce qui en dit long, étant dans l'attente depuis deux ans.
- **L'absence de mise en œuvre des préconisations du plan d'action ministériel de lutte contre les risques psychosociaux (PAM RPS)** faute d'un portage suffisant.
- **L'entrave délibérée de certains chefs de service sur la mise en œuvre des attributions des CHSCT** et notamment en ce qui concerne les enquêtes. Les collègues de Fleury-Mérogis sont toujours dans l'incompréhension et dans l'attente de réponses concrètes.
- **L'absence d'étude d'impact de la loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la Justice (LPRJ)**, pourtant l'inquiétude des personnels est bel et bien présente.
- **La volonté de fusionner cette instance avec celle du comité technique** créant de ce fait une instance UNIQUE (le CSA, *Comité social d'administration pour l'État*) et ce, au détriment de la qualité d'expertise et des compétences des membres appelés à y siéger. La suppression de cette instance, c'est mettre en péril la santé et la sécurité des agents et également augmenter les RPS et leurs conséquences.
- **L'absence de données sur les violences émanant de la DAP dans les bilans sociaux (2016 et 2017)** présentés ce jour. C'est inadmissible et irrespectueux vis-à-vis de ses personnels.

La souffrance au travail, le harcèlement moral et le mal-être des personnels ont atteint leur paroxysme et même l'administration centrale ne peut y échapper.

L'Union **FO** Justice demande la mise en place d'une expérimentation sur l'évaluation à 360° des chefs de service.

L'Union **FO** Justice, exige que des directives fortes soient données par notre ministre de tutelle sur toutes les préconisations émanant de cette instance en commençant par le PAM RPS ou par le plan ministériel santé et qualité de vie au travail, annoncé cette semaine par la secrétaire générale. Il est temps de passer des préconisations aux actions.

À défaut, l'Union **FO** Justice s'interrogera sur la pertinence de sa participation aux prochaines instances.

**UNE RÉELLE VOLONTÉ AFFICHÉE PAR NOS
DIRIGEANTS EST INDISPENSABLE,
L'ULTIMATUM EST LANCÉ.**

Fait à Draveil, le 28 novembre 2019
Les représentants de l'Union **FO** Justice au **CHSCTM**